



**PRÉFET  
DE LA VIENNE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement de  
Nouvelle-Aquitaine**

Unité bi-départementale de la Charente et de la Vienne  
20, rue de la Providence  
86000 Poitiers

Poitiers, le 25/02/2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 24/02/2026

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **COULOT DECOLLETAGE**

18 rue du Général Reibel  
86100 Targé

Références : 2026 253  
Code AIOT : 0007204658

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24/02/2026 dans l'établissement COULOT DECOLLETAGE implanté 1 RUE NUNGESSER ET COLI (case 116) 86100 Châtelleraut. L'inspection a été annoncée le 27/01/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Opération régionale "produits chimiques"

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- COULOT DECOLLETAGE
- 1 RUE NUNGESSER ET COLI (case 116) 86100 Châtelleraut
- Code AIOT : 0007204658
- Régime : Déclaration avec controle
- Statut Seveso : Non Seveso

- IED : Non

L'entreprise Coulot Décolletage appartient depuis 2021 à Intech Medical, qui a formé le groupe Exalta en septembre 2025 avec d'autres sociétés soeurs, sans modification de la personne morale. Le site est spécialisé dans la fabrication d'implants médicaux en métal et en plastique, ainsi que dans une moindre mesure la fabrication d'instruments médicaux en métal.

Au titre des ICPE, le site relève du régime de la déclaration pour les rubriques :

- 1450 - solide inflammable pour 800 kg
- 2560 - travail des métaux pour 824 kW.
- 2565 - traitement de surface pour 890 l

Les rubriques 2560 et 2565 soumettent par ailleurs l'installation à des contrôles périodiques par des organismes agréés dans les conditions définies par les articles R.512-55 à R. 512-60 du code de l'environnement.

#### Contexte de l'inspection :

- Inspection généraliste produits chimiques

#### Thèmes de l'inspection :

- AR - 3
- REACH

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une

mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
5	Etat des stocks de produits chimiques	Arrêté Ministériel du 27/05/2015, article Annexe I – 3.5	Demande d'action corrective	1 mois
6	Contrôle périodique	Code de l'environnement du 24/02/2026, article R512-55	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Fiche de données de sécurité ( FDS)	Règlement européen du 18/12/2006, article 31, 35,	Sans objet
2	Mesures de maîtrise des Risques	Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5	Sans objet
3	Capacités de rétention des produits	Arrêté Ministériel du 27/05/2015, article Annexe I – 2.10	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	chimiques		
4	Produits incompatibles et réservoirs associés à des rétentions	Arrêté Ministériel du 27/05/2015, article Annexe I – 2.10	Sans objet
7	Situation administrative	Code de l'environnement du 24/02/2026, article R.512-66-3	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Cette inspection s'inscrit dans le cadre de l'opération régionale relative aux produits chimiques. Le stockage, entreposage, manipulation des produits chimiques dangereux a été contrôlé par sondage et s'avère conforme.

L'exploitant devra tenir l'administration informée des évolutions de l'activité sur le site.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Fiche de données de sécurité ( FDS)

<b>Référence réglementaire :</b> Règlement européen du 18/12/2006, article 31, 35,
<b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, Mise à disposition des FDS
<b>Prescription contrôlée :</b>  Article 31 ;Le fournisseur d'une substance ou d'une préparation fournit au destinataire de la substance ou de la préparation dangereuse une fiche de données de sécurité.  Article 35 : Les employeurs donnent à leurs travailleurs et aux représentants de ceux-ci accès aux informations transmises dans la fiche de données de sécurité et portant sur les substances ou les préparations que ces travailleurs utilisent ou auxquelles ils peuvent être exposés dans le cadre de leur travail.
<b>Constats :</b>  Les FDS sont archivées numériquement sur un serveur accessible à l'ensemble du personnel. Par échantillonnage, aucune n'apparaît antérieure à 2020.  L'arborescence informatique est toutefois longue et nécessite de connaître à l'avance le lieu d'utilisation du produit avant d'atteindre la FDS.  Toutefois l'exploitant a rédigé des "fiches de danger" relatives à chaque produit dangereux utilisé sur le site. Ces fiches à destination du personnel synthétisent les informations pertinentes des

FDS et de l'organisation du site.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 2 : Mesures de maîtrise des Risques

<b>Référence réglementaire :</b> Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5
<b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, Mesures de maîtrise des risques et conditions opérationnelles
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Tout utilisateur en aval identifie, met en oeuvre et, le cas échéant, recommande des mesures appropriées visant à assurer une maîtrise valable des risques identifiés.....dans la ou les fiches de données de sécurité qui lui ont été transmises ;</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Par échantillonnage, la mise en oeuvre des prescriptions de 2 FDS est vérifiée dans l'atelier. Il s'agit d'un produit acide de traitement de surface et d'un dégraissant. Dans les 2 cas les mesures de maîtrise des risques des FDS sont mise en oeuvre (moyens d'extinction, équipement de protection individuelle, mesures de stockage, élimination des déchets en filière dédiée).</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 3 : Capacités de rétention des produits chimiques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/05/2015, article Annexe I – 2.10
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rétention
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Tout stockage de produits liquides susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <p>100 % de la capacité du plus grand réservoir ; 50 % de la capacité globale des réservoirs associés.</p> <p>Cette disposition ne s'applique pas aux bassins de traitement des eaux résiduaires.</p> <p>Lorsque les stockages sont à l'air libre, les rétentions sont vidées dès que possible des eaux pluviales s'y versant.</p> <p>Les réservoirs fixes sont munis de jauges de niveau et pour les stockages enterrés de limiteurs de remplissage. Le stockage sous le niveau du sol n'est autorisé que dans des réservoirs en fosse maçonnée ou assimilés.</p> <p>Lorsque le stockage est constitué exclusivement de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, admis au transport, le volume minimal de la rétention est égal soit à la capacité totale des récipients, si cette capacité est inférieure à 800 litres, soit à 20 % de la capacité totale,</p>

<p>ou 50 % dans le cas de liquides inflammables, avec un minimum de 800 litres si cette capacité excède 800 litres.</p> <p>La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation, qui est maintenu fermé en conditions normales.</p> <p>L'étanchéité du ou des réservoirs doit pouvoir être contrôlée à tout moment.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'inspection s'est intéressée au local compresseur et au local de traitement de surface par passivation/anodisation.</p> <p>Par constat visuel, l'ensemble des produits était associé à des capacités de rétention suffisamment dimensionnées.</p> <p>Le local de traitement de surface dispose d'une rétention enterrée de 500 L au dire de l'exploitant, associée à un caniveau périphérique à l'ensemble de la pièce.</p> <p>A l'entrée du local compresseur est mis à disposition en cas d'urgence un dispositif autogonflant pouvant être mis en place sur le seuil de porte pour créer une rétention.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 4 : Produits incompatibles et réservoirs associés à des rétentions

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/05/2015, article Annexe I – 2.10</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rétention</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'inspection s'est intéressée au local compresseur et au local de traitement de surface par passivation/anodisation.</p> <p>L'ensemble des produits dangereux dans ces locaux était disposé sur rétention. Aucune incompatibilité de stockage sur une même rétention n'a été relevée.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 5 : Etat des stocks de produits chimiques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/05/2015, article Annexe I – 3.5
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Etat des stocks
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant tient à jour un registre indiquant la nature et la quantité des produits dangereux détenus, auquel est annexé un plan général des stockages. Ce registre est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours.  La présence dans l'installation de matières dangereuses ou combustibles est limitée aux nécessités de l'exploitation.
<b>Constats :</b>  L'exploitant dispose d'un registre entrée/sortie des produits dangereux, sous forme de tableau Excel. Ce document est toutefois pensé pour la gestion de la traçabilité des produits et non la gestion des stocks, par exemple il n'indique pas la localisation des produits ni leur nature.  Toutefois l'exploitant a présenté un document "plan des dangers principaux présents sur le site" qui liste par lieu de stockage les produits, leur quantité et les pictogrammes de danger associés. Cette liste est associée à un plan où les zones de stockage sont identifiées par une icône identique représentant une quantité importante de produits chimiques.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  Au regard de la faible variation des quantités de produits dangereux au cours de l'année, l'exploitant établit une liste dimensionnante des produits présents sur site et les identifie sur le plan.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

#### N° 6 : Contrôle périodique

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 24/02/2026, article R512-55
<b>Thème(s) :</b> Autre, Contrôle périodique
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les installations classées pour la protection de l'environnement soumises à l'obligation de contrôle périodique prévu à l'article L. 512-11 sont fixées à l'annexe de l'article R. 511-9.
<b>Constats :</b>  L'exploitant a transmis les rapports de contrôle périodique datant du 23 mars 2021 et établis par APAVE

Au titre de la rubriques 2560 « Installations de travail mécanique des métaux », le rapport indique :

- aucune non-conformité majeure
- 5 autres non-conformités, notamment sur l'absence de mesures de polluants dans les rejets atmosphériques

La périodicité de contrôle étant de 5 ans, un nouveau contrôle doit être réalisé avant le 23 mars 2026

L'exploitant a déclaré une modification de ses installations le 30 janvier 2026 pour une puissance totale installée de 824 kW (augmentation de 121 kW), restant sous le régime de la déclaration avec contrôle périodique.

Au titre de la rubriques 2565 « Revêtement métallique ou traitement de surfaces par voie électrolytique ou chimique », le rapport indique :

- une non-conformité majeure relative à l'absence de dispositifs d'évacuation des fumées et gaz de combustion pour le local TTS

Lors de la présente inspection il est constaté que le local de traitement de surface est équipé de dispositifs de ventilation au droit des portes d'accès.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant transmettra les rapports de contrôle périodiques réalisés prochainement ainsi que le rapport de mesure des polluants dans les rejets atmosphériques.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 3 mois

**N° 7 : Situation administrative**

**Référence réglementaire :** Code de l'environnement du 24/02/2026, article R.512-66-3

**Thème(s) :** Situation administrative, Cessation d'activité

**Prescription contrôlée :**

Les rubriques de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement définie à l'article R. 511-9 du code de l'environnement pour lesquelles l'attestation prévue à l'article L. 512-12-1 est requise sont les suivantes : [...]1450

**Constats :**

Le classement 1450 correspond à une activité de production de pièces en titane par fabrication additive à base de poudre.

L'exploitant indique que cette activité est appelée à cesser d'ici quelques mois.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**



En cas d'arrêt de cette activité, l'exploitant devra faire attester de la mise en œuvre des mesures relatives à la mise en sécurité du site par une entreprise certifiée dans le domaine des sites et sols pollués ou disposant de compétences équivalentes en matière de prestations de services dans ce domaine.

**Type de suites proposées :** Sans suite